

**Convention Collective du travail des industries de la
métallurgie et des constructions mécaniques
de Clermont-Ferrand et du Puy-de-Dôme**

**ACCORD SUR LES
TAUX EFFECTIFS GARANTIS ET
LES SALAIRES MINIMAUX HIERARCHIQUES**

Entre :

L'UIMM AUVERGNE

D'une part,

Et :

LES ORGANISATIONS SYNDICALES SOUSSIGNEES,

D'autre part,

Il a été convenu ce qui suit :

Article 1er :

En application de l'article 6 Bis de l'avenant mensuel de la Convention Collective du 17 janvier 1992, et en fonction de la durée légale du travail de 151,67 heures par mois, il est institué un barème des taux effectifs garantis annuels applicable à l'ensemble des catégories de personnel visées à l'accord national du 21 juillet 1975 sur la classification modifié.

Le présent barème est applicable **à compter du 1er janvier 2021**. Il inclut les compensations pécuniaires dues pour l'ensemble des réductions de la durée du travail.

Niveau	Coefficient	Pour un horaire de 151H67
I	140	18 658 €
	145	18 812 €
	155	18 822 €
II	170	18 933 €
	180	18 977 €
	190	19 095 €
III	215	19 513 €
	225	20 167 €
	240	21 254 €
IV	255	22 259 €
	270	23 401 €
	285	24 669 €
V	305	26 464 €
	335	28 926 €
	365	31 880 €
	395	34 141 €

C.G. H.S.

PS

B-V

1/2

CA

Article 2 :

En application de l'article 6 de l'avenant mensuel de la Convention Collective du 17 janvier 1992, et en fonction de la durée légale du travail de 151,67 heures par mois, le barème des salaires minimaux hiérarchiques est fixé sur la base d'une valeur de point de **cinq euros et douze centimes (5.12)**, appliquée aux coefficients de l'Annexe III de ladite convention.

Les salaires minimaux hiérarchiques doivent être adaptés à l'horaire de travail effectif, et supporter, le cas échéant, les majorations pour heures supplémentaires.

Les ouvriers bénéficient d'une majoration de 5 % de leurs rémunérations minimales hiérarchiques, et les agents de maîtrise d'atelier, d'une majoration de 7 % de leurs rémunérations minimales hiérarchiques.

La présente valeur de point inclut les compensations pécuniaires dues pour l'ensemble des réductions de la durée du travail.

Le présent barème est applicable **à compter du 1^{er} juillet 2021**.

Article 3 :

En application de l'article L. 2261-23-1 du Code du travail, les signataires conviennent que le contenu du présent accord ne justifie pas de prévoir les stipulations spécifiques aux entreprises de moins de cinquante salariés visées à l'article L. 2232-10-1 du Code du travail.

Les parties signataires réaffirment leur volonté de voir s'appliquer effectivement le principe de l'égalité de rémunération entre les hommes et les femmes pour un travail de même valeur.

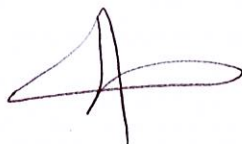
Le respect de ce principe constitue un élément essentiel de la dynamique d'égalité professionnelle et de mixité des emplois indispensable au développement économique de notre société et à la reconnaissance de la place des femmes dans le monde du travail.

Article 4 : Dépôt

Le présent accord a été fait en nombre suffisant d'exemplaires pour notification à chacune des organisations représentatives dans les conditions prévues à l'article L. 2231-5, du code du travail, et dépôt dans les conditions prévues par l'article L. 2231-6 du même code.

Fait à Cournon d'Auvergne, le 11 juin 2021

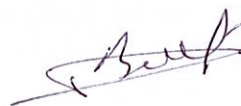
- Pour l'**UIMM AUVERGNE** :



- Pour le **Syndicat C.F.D.T. Métaux Clermont-Riom-Issoire** :



- Pour le **Syndicat C.F.E.-C.G.C. Métallurgie** :



- Pour l'**Union des Syndicats de la Métallurgie F.O. du P.D.D.** :



- Pour le **Syndicat U.S.T.M.-C.G.T. Métallurgie du P.D.D.** :

